

# VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 26 - MI-JANVIER 2023



# SOMMAIRE

---

3

## EUROPE

*par Charlotte NONY, Aurélie LAFEIL et Titouan BARILLÈRE*  
*- correction par Bastien POULIQUEN*

---

6

## MOYEN ORIENT

*par Amandine PRINTZ, Alexis TOESCA, Louis PICOULEAU*  
*- correction par Louis PICOULEAU*

---

9

## AFRIQUE

*par Arnaud LECHÊNE, Clémence FROMONT, Bastien POULIQUEN*  
*- correction par Clémence FROMONT*

---

12

## ASIE

*par Léane MARTIN, Rodolphe UGUEN, Charly HURIER*  
*- correction par Loéva HUBERT*

---

15

## AMÉRIQUES

*par Élina QUILLET, Bertille RASCHKE, Paul LALOUX*  
*- correction par Bertille RASCHKE*

---

18

## AEROSPACE & CYBERSECURITY

*par Faustine DORINET*  
*- correction par Jade DELHAYE*

---

20

## ARMEMENT

*par Kerian HUERTAS*  
*- correction par Clémence FROMONT*

---

## RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION

*Clémence FROMONT et Loéva HUBERT*

## EVOLUTION DU CONFLIT UKRAINIEN

Presque un an après le début de la guerre en Ukraine, les pays de l'OTAN continuent d'envoyer du matériel pour soutenir les forces sur place. L'Ukraine souhaite acquérir des missiles d'une portée supérieure à 100 km pour accroître ses capacités de défense aérienne ainsi que des chars de combat. Pour le président Zelenski, ce type d'arme permettrait d'accélérer de manière significative le retrait des troupes russes. L'objectif est de détruire les infrastructures militaires de l'armée russe dans les territoires occupés, notamment dans le Donbass.

Pour répondre à ces besoins, la France a annoncé la livraison de chars légers AMX-10 RC portant à 472 millions d'euros son aide militaire et la plaçant au 11ème rang des pays donateurs. Parallèlement, les États-Unis ont affiché leur intention de délivrer des blindés M2 Bradley et la Grèce des blindés BMP-1 en échange de quarante Marder promis par Berlin. Le 14 janvier, l'Angleterre a confirmé l'envoi de 14 chars Challengers 2 à l'armée ukrainienne. S'ajoutent à ces transferts, 12 obusiers « Archer » suédois. Le président polonais Duda a quant à lui indiqué le 11 janvier « *qu'un escadron de chars Léopard 2PL serait transféré* ». Pour ce faire, Berlin doit au préalable délivrer son accord, étant donné que c'est en Allemagne que la production des chars s'opère. Le chancelier allemand Olaf Scholz veut agir en concertation avec les États Unis comme ce fut le cas pour l'envoi des pièces d'artillerie.

Il est important de noter que l'Ukraine est amenée à faire face à des difficultés logistiques et de maintien en conditions opérationnelles de son matériel, étant donnée la diversité des chars avec lesquels elle combat. De plus, ces chars sont équipés de systèmes électroniques, ce qui rend leur utilisation et entretien plus compliqués. S'ajoutent à cela des problèmes d'approvisionnement en munitions.

Ces livraisons permettront à l'Ukraine d'intensifier ses offensives. Se pose alors la question de la cobelligérance, débat virulent en Allemagne. Pour dissuader l'implication des occidentaux et mettre fin aux envois d'armement, le Kremlin a affirmé en janvier que ces actions ne feraient que « *prolonger les souffrances des Ukrainiens* ».

Charlotte NONY



## LES ANALYSTES MILITAIRES SERONT ASSISTÉS PAR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE GRÂCE À THALES ET NUKKAI

L'entreprise Thales a signé jeudi 12 janvier un contrat avec NukkAI. Cette startup française a développé un programme informatique militaire pour simplifier le travail des analystes. À l'ère du numérique, leur travail se révèle de plus en plus complexe : dans ces conditions, comment l'intelligence artificielle peut-elle intervenir ?

Tous les jours, un nombre incalculable de données est publié. Elles proviennent des théâtres d'opérations, des réseaux sociaux, des messageries privées, des imageries satellites ou encore des conversations téléphoniques. Elles forment un flux abondant et ininterrompu. Face à cette masse d'informations, les analystes peuvent se sentir submergés.

Ainsi, le programme conçu par NukkAI est un pilote utilisé sur une opération de l'OTAN, d'après Jean-Baptiste Fantun, le co-fondateur et CEO de la startup. Le programme explore en temps réel toutes les données reçues par les analystes, puis elles sont inspectées par l'intelligence artificielle. Cette intelligence combine deux modules : l'intelligence « symbolique » qui a pour but de modéliser la réflexion humaine par des symboles et l'intelligence « numériques ». Jean-Baptiste Fantun veut démontrer que « *la synthèse de l'information représente un enjeu* » qui nécessite que le programme soit adapté au niveau de compréhension des personnes auxquelles ses résultats sont destinés. De fait, « *l'impératif est de maintenir un contrôle humain* ».



Le polytechnicien et la chercheuse Véronique Ventos ont fondé cette startup en 2018. Ils travaillent ensemble sur les enjeux économiques et digitaux, dans de nombreux secteurs comme l'aviation, l'éducation, l'industrie et la cybersécurité. Ils développent l'intelligence artificielle nouvelle génération, une intelligence qui suit le principe d'explicabilité, qui est collaborative et qui consomme peu d'énergie.

Aurélie LAFEIL

## LA FRANCE ENVOIE DES BLINDÉS DE COMBAT EN UKRAINE

Le 14 janvier dernier, Emmanuel Macron a annoncé l'envoi d'une « trentaine » de blindés de reconnaissance et de combat AMX-10RC en Ukraine. Ces blindés légers, conçus dans les années 70 afin de remplacer les Panhard EBR, alors en service depuis 1951 (pour les modèles les plus anciens), sont prévus pour des missions de reconnaissance et de soutien à l'infanterie.



Caractéristique des blindés de reconnaissance français, l'AMX-10RC (pour Roue-Canon) est un véhicule sur roues disposant d'un canon de 105mm lui offrant une forte puissance de feu pour un engin de sa catégorie. Rapide avec une vitesse maximale de 80km/h sur route, maniable et bien armé, il peut être un atout en appui de l'infanterie ou pour embusquer les blindés russes. Malgré la désignation de « char léger » par de nombreux médias, il n'est cependant pas capable de combattre directement les chars de combats russes comme les T72. En effet, leur blindage est trop léger pour encaisser des tirs directs, blindage prévu pour encaisser des tirs de 7.92mm au maximum (sans kit de blindage ajouté).

Bien qu'ancien, l'AMX-10RC est loin d'être obsolète. Il dispose toujours d'un très bon canon pour sa catégorie, et sa maniabilité est un véritable atout. De plus, les blindés envoyés sont des versions rénovées : ils disposent de meilleurs optiques, une meilleure conduite de tirs, un moteur et blindage les rendant encore plus efficaces.

Cette annonce n'intervient pas par hasard. La France est actuellement en train de remplacer ses AMX-10RC encore en service par l'EBRC Jaguar (Engin Blindé de Reconnaissance et de Combat). Cela permet donc d'envoyer de l'équipement à l'Ukraine sans trop entamer les capacités françaises, comme cela avait été le cas avec les canons CAESAR. Cet envoi s'inscrit dans la continuité des efforts français pour soutenir l'Ukraine. C'est avant tout une décision politique forte pour afficher son soutien et pousser les autres pays européens à faire de même, notamment l'Allemagne, pour qu'elle accepte l'envoi de chars Léopard 2. Le signal semble être reçu car l'Angleterre a annoncé l'envoi de chars Challenger 2, les Allemands de blindés Marder et les Américains de Striker.

Titouan BARRILLÈRE

# MOYEN-ORIENT

## EN IRAN, LES EXECUTIONS GOUVERNEMENTALES S'INTENSIFIENT

Pour rappel, le pays est secoué par une révolte populaire depuis le 16 septembre 2022, date de la mort de Mahsa Amini, étudiante Iranienne de 22 ans. La République Islamique d'Iran répondait, pour l'instant, à ces manifestations par une violente répression, l'usage de la torture et des milliers d'emprisonnements. Mais voilà que Téhéran vient de franchir une nouvelle étape dans sa répression toujours plus sanglante : celle de l'exécution. À l'heure actuelle, quatre manifestants ont été pendus : Mohsen Shekari, Majidreza Rahnavard, Mohammad Mehdi Karami et Seyed Mohammad Hosseini. Tous sont accusés d'avoir tué des forces de l'ordre, des gardiens de la révolution ou encore des membres de milices affiliées au régime. Les organisations non-gouvernementales comme Iran Human Rights dénoncent des simulacres de procès, des aveux forcés mais aussi des condamnés à mort soumis à la torture. À ce jour, la justice a condamné 14 autres manifestants à la peine de mort. Les ONG craignent que ces quatre premières exécutions ne soient que le début d'une répression d'une violence sans précédent. Avec cette méthode, Téhéran espère insuffler un sentiment de peur chez les manifestants au point que ces derniers cessent de descendre dans la rue.



Cependant cette stratégie pourrait bien entraîner l'effet inverse. En effet, chaque exécution renforce un peu plus la haine contre le régime et chaque enterrement se transforme en contestation populaire. L'indignation internationale provoquée par ces exécutions n'a été que renforcée par l'exécution d'un ancien responsable irano-britannique de la défense iranienne, accusé d'espionnage. Le Royaume-Uni a rappelé son ambassadeur en Iran et a dénoncé un « acte barbare qui ne restera pas sans réponse », selon le Ministre des Affaires étrangères James Cleverly. Ces nouvelles exécutions pourraient donner lieu à un nouveau lot de sanctions internationales amenant à une certaine escalade de répression occidentale qui affecterait la vie des Iraniens.

*Amandine PRINTZ*

# MOYEN-ORIENT

## LES SANCTIONS D'ISRAËL : UNE NOUVELLE GUERRE CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

Le gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël est entré en force en ce début de mois de janvier. Vendredi 5 janvier, Israël a annoncé une série de sanctions afin de faire payer le prix à l'Autorité palestinienne de sa récente démarche pour faire examiner à l'ONU la question de l'occupation israélienne des territoires palestiniens. « Ces mesures constituent une nouvelle guerre contre le peuple palestinien » a dénoncé ce lundi le Premier ministre palestinien Mohammed Shtayeh.

Le gouvernement israélien a notamment retiré le permis VIP à certains responsables palestiniens dont le ministre des Affaires étrangères, ce qui fragilise la Palestine sur la scène internationale. De plus, le gouvernement veut aussi prélever 139 millions de shekels (37,3 millions d'euros) de ce qu'il perçoit pour le compte de l'Autorité palestinienne pour les octroyer à des familles de victimes d'attaques palestiniennes. La dernière mesure en date accentue la punition : le ministre de l'Intérieur, Ben-Gvir, interdit les drapeaux palestiniens dans les lieux publics. D'ailleurs, la semaine dernière il s'était exposé à une large condamnation internationale lors de sa visite de l'Esplanade des Mosquées, lieu saint le plus sensible à Jérusalem. Ces mesures ont pour but de démanteler et pousser au bord du gouffre financièrement et institutionnellement l'autorité palestinienne, mais celle-ci ne se laissera pas faire. A noter aussi qu'une partie de la population israélienne est fortement opposée aux idées sionistes et extrêmes du gouvernement.



Samedi 14 janvier, des milliers de manifestants israéliens sont descendus dans les rues de Tel Aviv pour s'opposer au régime nouvellement en place. Ils appellent à la démission du président Netanyahu, qui est par ailleurs suspecté dans des affaires de corruption, et dénonce la possibilité de dérive anti-démocratique du gouvernement d'extrême droite.

La constitution de ce nouveau gouvernement aggrave les tensions déjà existantes entre les deux communautés et tend à les diviser dans un conflit qui ne cesse de durer.

Alexis TOESCA

# MOYEN-ORIENT

## L'IRAN S'INDIGNE DES CARICATURES DE CHARLIE HEBDO À L'ENCONTRE DU GUIDE SUPRÊME ALI KHAMENEI ET JUGE LA FRANCE COMPLICE D'UN « ACTE INSULTANT ET INDÉCENT »

Le 7 janvier 2015, l'hebdomadaire satirique de Charlie Hebdo est attaqué par des islamistes voulant « venger » le prophète Mahomet à la suite des caricatures de la rédaction parisienne. Huit années plus tard, dans le cadre d'un concours sous le hashtag « *MullahsGetOut* », le journal critique les restrictions de libertés en ridiculisant le chef religieux iranien par sa une provocante du mercredi 4 janvier 2023. La rédaction déclare avoir reçu près de « *300 dessins (et mille menaces)* ». Dès lors, une manifestation rassemble de nombreux iraniens mercredi 11 janvier dernier devant l'ambassade de France à Téhéran. Dans un communiqué, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères considère « *le gouvernement français responsable pour cet acte haineux, insultant et injustifié* ».



Ainsi, en parallèle des protestations sociales en soutien à leur chef, comme l'expose une pancarte « *les Iraniens aiment et respectent leur leader* », le gouvernement chiite a annoncé la fermeture de l'Institut Français de Recherche en Iran (IFRI), affilié au ministère français des Affaires étrangères, plus ancien centre d'étude français dans le pays. L'Iran demande alors une réponse claire de la France à la « *haine raciste* » qu'elle aurait propagé. Téhéran annonce que le gouvernement français a « *opté pour la mauvaise voie* » en dénonçant la politique iranienne et en soutenant sa liberté de la presse. Dans un contexte global de forte concentration religieuse et communautaire, l'Iran a aussi montré par plusieurs manifestations son rejet de l'occident, avec par exemple des caricatures d'Emmanuel Macron, ainsi que des drapeaux français, américains ou LGBT qui ont été brûlés. Ainsi, le directeur de Charlie Hebdo, Riss, a avoué que dans la continuité des émeutes iraniennes, le site commercial de la rédaction a été victime de cyberattaques. Il estime que celles-ci sont d'origine iranienne, ce qui fait sens dans un monde oriental où les innovations en termes de cyber-technologies émergent aussi bien au niveau étatique qu'au niveau de groupes armés irréguliers.

Louis PICOULEAU



# AFRIQUE

## SCANDALE AU SEIN DE LA SAMIM

Depuis plusieurs jours, une vidéo tourne au sein des réseaux sociaux montrant des soldats portant l'insigne de l'armée sud-africaine jetant des corps dans un feu. Ces soldats font partie de la SAMIM, la Mission de la Communauté de développement d'Afrique australe déployée au Mozambique (Southern African Development Community Mission in Mozambique) depuis l'été 2021 pour y combattre le terrorisme. Ces soldats étant sous la responsabilité de la SAMIM, la République d'Afrique du Sud a demandé une enquête afin de savoir pourquoi cet acte a eu lieu. De ce fait, la SAMIM a mis en place une « *commission afin de mener une enquête approfondie sur les circonstances de l'incident* ». La SAMIM est une alliance militaire africaine devant soutenir les forces armées du Mozambique

dans le cadre de son combat contre les djihadistes dans les régions nord du pays. Cette alliance réunit l'Angola, le Botswana, la République démocratique du Congo, le Lesotho, le Malawi, la Namibie, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Ces régions font face depuis 2017 à un soulèvement des forces djihadistes, incarnées par le groupe Ansar al-Sunnah et l'État islamique en Afrique centrale. Dans le cadre de cette opération, des ONG mettent en avant le fait que de nombreux actes d'exécutions extrajudiciaires et autres homicides illégaux, de tentatives de décapitation, d'actes de torture, de mutilations et de mauvais traitements ont été répertoriés.

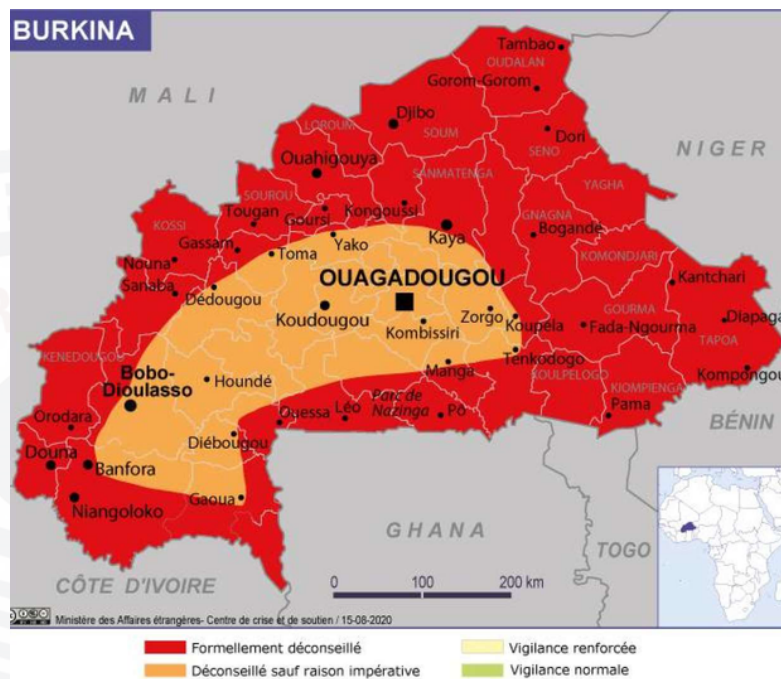
Arnaud LECHENE



# AFRIQUE

## REPRISE DE LA VILLE DE FALAGOUNTOU AUX TERRORISTES AU BURKINA FASO

Le Burkina Faso est un pays d'Afrique grandement frappé par le terrorisme depuis 2015. La plupart des groupes terroristes sont affiliés à Al-Qaida ou l'État Islamique. Ils occupent les zones nord et est et mènent une politique violente (kidnappings, sabotages, meurtres...). On compte déjà plus d'un millier de décès liés à cette invasion. En décembre 2021, la gendarmerie nationale a dû quitter une partie des villes du nord du pays et notamment la ville de Falagountou qui fait partie de la région du Sahel. Depuis un an, les djihadistes monopolisent et administrent la ville à leur manière. Plus récemment, des meurtres ont été commis et ont poussé la population à se réfugier dans des sites quelques centaines de mètres plus loin.



Depuis quelques semaines les Forces Combattantes mènent de vastes opérations pour tenter de libérer les zones contrôlées par les djihadistes.

Mais début janvier 2023, cette unité militaire burkinabè a repris le contrôle de la ville de Falagountou aux djihadistes. Les gendarmes ont repris le contrôle de la ville et ont hissé à nouveau le drapeau national. Il faut noter qu'en deux mois, la ville de Falagountou est la deuxième ville de cette zone géographique, libérée des mains de djihadistes. Néanmoins, les attaques dans la zone nord du Burkina Faso restent récurrentes et toujours aussi violentes.

Clémence FROMONT

# AFRIQUE

## HAUSSE DES EXPORTATIONS TURQUES EN AFRIQUE

Le 11 janvier 2023, l'agence de presse Anadolu a publié son dernier rapport sur les exportations turques en 2022. Les données concernant l'Afrique sont particulièrement intéressantes. En effet, ces dernières ont atteint la somme de 21,8 milliards de dollars, soit une hausse de 12,3% par rapport à l'année précédente. Selon le think tank marocain Policy Center for the New South, cette part a explosé durant ces deux dernières décennies : en 2022, les exportations vers le continent africain se limitaient à 3 milliards de dollars. Aujourd'hui, les exportations turques sont assez diversifiées (des produits agroalimentaires à l'électroménager en passant par des textiles) et visent un nombre important de partenaires. Les 5 principaux sont : l'Egypte (3,9 milliards de dollars), le Maroc (3 milliards), la Lybie (2,4 milliards), l'Algérie (1,9 milliards) et l'Afrique du Sud (1,6 milliards).



Cette stratégie d'influence en Afrique n'est pas une nouveauté pour la Turquie qui se revendique comme une alternative aux pays occidentaux, et notamment au niveau commercial, avec des produits moins chers et de bonne qualité. C'est par exemple le cas des drones turcs qui ont montré toute leur efficacité dans le Haut-Karabakh et en Ukraine. Cette volonté d'expansion est particulièrement visible au niveau de la représentation diplomatique : en effet, les ambassades sont au nombre de 43 aujourd'hui contre 12 en 2008.

Au total, ces exportations représentent 8,6% du total des exportations turques dans le monde, qui possède une balance excédentaire dans ses échanges avec le continent.

Parallèlement à cela, les investissements ont également largement augmenté, atteignant 6,5 milliards de dollars, notamment vers l'Afrique de l'Est avec l'Ethiopie (vers qui près d'un tiers du total des investissements se dirige).

*Bastien POULIQUEN*

## LA CORÉE DU SUD ANNONCE VOULOIR SE DOTER DE L'ARME NUCLÉAIRE

Le début du mois de janvier est marqué par un retour frappant des tensions en Asie Orientale. En effet, la semaine dernière, le président sud-coréen Yoon Suk-Yeol a prononcé un discours historique pour son pays, au risque de bouleverser la région, affirmant la volonté de s'engager dans le processus d'obtention de l'arme nucléaire. Cette déclaration officielle, sur fond de tensions extrêmes avec son voisin belliciste au nord, est motivée par la montée des périls liés à « *l'intensification exponentielle* » du financement de l'arsenal nucléaire de Kim Jun Un, rappelant d'ailleurs dans un communiqué national la profonde mésentente entre les deux pays. Le chef d'état sud-coréen, esseulé du parapluie de protection étasunien et des forces coercitives japonaises depuis la fin de la guerre froide – soit

1991 – justifie alors l'importance capitale de « *mettre en place des moyens réalistes de défense à la hauteur de la menace régionale* » que représente la Corée de Kim Jun Un. Or, malgré ce besoin vital de pourvoir à la protection nationale, dont l'entreprise est soutenue par 71% de la population sud-coréenne, le pays est vierge de toute politique nucléaire officielle et reste signataire du TNP (Traité de Non-Prolifération Nucléaire). Cela étant et considérant la rupture, en 2006, par la Corée du Nord du traité convenant l'interdiction conjointe de « *tester, fabriquer, produire, recevoir, posséder, stocker, déployer ou utiliser des armes nucléaires* », le discours de Y. Suk-Yeol et de son gouvernement sonne comme un retour à l'équilibre de la terreur.

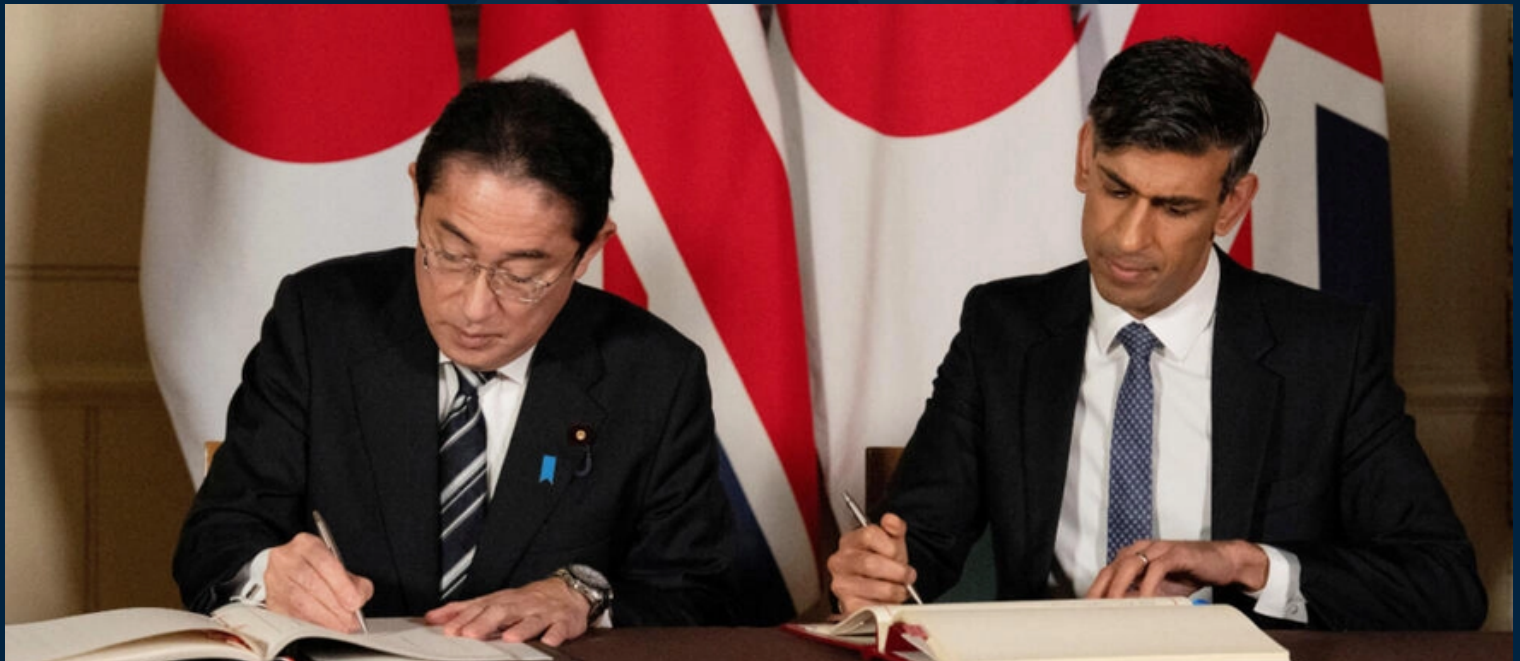
Léane Martin



## LES BRITANNIQUES S'ENGAGENT DANS LA « GUERRE DU PACIFIQUE »

Mercredi 11 janvier 2023, Downing Street a signé un engagement avec le Japon. Cet accord entre deux îles opposées donne une autorisation réciproque de déploiement au sein du territoire. Ainsi les Japonais ont maintenant la possibilité de se camoufler dans le brouillard anglais tandis que les Britanniques peuvent s'installer au pays du soleil levant.

Cette décision prise entre les deux premiers ministres (Rishi Sunak et Fumio Kishida) fait écho à d'une part, aux relations se dégradant entre le Japon et son voisin chinois ainsi qu'à la promesse faite par le gouvernement anglais, voulant « s'engager » davantage « dans la sécurité de l'Indo-Pacifique ». C'est un moyen de consolider leurs précédents accords bilatéraux en matière de défense, et d'agrandir leur limite de coopération. En effet, les deux grandes puissances peuvent désormais lancer cet accord et des manœuvres de plus grande ampleur.



Cet aboutissement dans les affaires étrangères des pays respectifs s'inscrit de surcroît dans la politique de remilitarisation du Japon qui continue de craindre l'expansionnisme de son voisin. Ils ont d'ailleurs un projet commun avec l'Italie pour développer un avion de combat de sixième génération. De plus, un accord similaire a été signé avec l'Australie en janvier dernier. Les Anglais étant aussi proches de l'Australie pour reprendre l'affaire AUKUS, les puissances pourraient former un archipel puissant étalé dans trois et presque quatre des cinq océans.

De son côté, le président français a aussi fait suite à la campagne que mène Fumio Kishida en affirmant vouloir renforcer les accords entre les deux pays pour notamment contrer les menaces chinoises que le premier ministre japonais qualifie de « tentatives unilatérales de changement du statu quo par la force ».

Rodolphe Uguen

## L'INDE ET LE JAPON ORGANISENT DES MANŒUVRES MILITAIRES COMMUNES

Ce lundi 16 janvier, le Japon et l'Inde ont entamé pour la première fois de leur histoire des manœuvres aériennes communes. Ces entraînements ont pour but de renforcer la sécurité des deux pays face à l'incroyable montée en puissance de la Chine dans la région. Les deux pays se sont néanmoins, jusqu'à maintenant, toujours retenus de procéder à ce type de manœuvre. Selon l'agence de presse Kyodo, les deux pays « *font face à la puissance militaire croissante de la Chine dans la région indopacifique* ». Pour l'heure Pékin n'a pas officiellement réagi, mais pourrait le faire d'ici la fin de ces manœuvres. L'Inde devient le cinquième pays, après les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et l'Allemagne, à mener de tels exercices de combat aérien bilatéraux avec le Japon.



Les opérations doivent durer onze jours à la base aérienne de Hyakuri, au nord-est de Tokyo. Elles impliquent huit avions de combat F-2 et F-15 des forces japonaises d'autodéfense (JASDF), ainsi que 150 membres de l'Indian Air Force.

Le Japon craint que « *ce qui se passe en Ukraine puisse se produire en Asie de l'Est* » et s'inquiète également de la montée des tensions autour de Taïwan, la Chine étant de plus en plus perçue comme une menace. De ce fait, l'alliance informelle du « Quad » a pour principe de maintenir une zone Indo-Pacifique libre et ouverte. Baptisées « Veer Guardian », ces manœuvres, qui doivent se terminer le 26 janvier prochain, avaient été décidées lors d'une rencontre à New Delhi en novembre 2019. Elles étaient initialement prévues en 2020, mais la pandémie de Covid avait contraint les deux pays à les reporter.

Le Japon, qui a organisé au cours des derniers mois plusieurs exercices militaires communs avec ses alliés, procède actuellement à un vaste remaniement de sa politique de défense. Tokyo a ainsi approuvé en décembre une nouvelle « stratégie de sécurité nationale » prévoyant de doubler son budget annuel de défense en le faisant passer d'environ 1 % de son PIB à 2 % d'ici 2027.

Charly HURIER

# AMÉRIQUES

## MANIFESTATIONS DE GRANDE AMPLEUR AU PÉROU

Le Pérou est soupçonné d'une grande corruption en son sein, et affiche une forte instabilité. Depuis plus d'un mois, la situation s'est empirée. De violentes manifestations contre le pouvoir en place se déroulent dans le pays, notamment dans les provinces du sud. Cela est la conséquence de la destitution du président Pedro Castillo le 7 décembre 2022. En effet, il s'est vu accusé de rébellion et d'incapacité morale après avoir tenté de dissoudre le Parlement, une action considérée comme un coup d'État. La vice-présidente Dina Boluarte a alors pris la tête du pays, contrairement à ce qu'elle avait annoncé en décembre 2021 si cette situation arrivait.



Les revendications des manifestants sont claires : la dissolution du Congrès, la démission de Dina Boluarte et les élections présidentielles avancées à 2023. Les élections avaient déjà été décalées de 2026 à 2024. L'appel à la grève illimitée et aux manifestations a été l'initiative de conglomerats de groupes sociaux et de syndicats. Après la trêve pour les fêtes de fin d'année, les manifestations ont repris le 4 janvier dans une violence de grande ampleur. Malgré l'appel au dialogue de la présidente le 6 janvier, les affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre péruviennes n'ont pas cessé et illustrent même des scènes de chaos.

La répression exercée lors des manifestations amène à 42 décès à déplorer ainsi que plus de 600 blessés. Afin de montrer leur mécontentement, les Péruviens exercent un blocage des routes intensif. Par conséquent, la frontière terrestre avec la Bolivie a été barrée et l'aéroport permettant l'accès au Machu Picchu a été fermé par les autorités par prévention. Ce 12 janvier, les manifestants ont gagné la capitale du pays, Lima. À la vue des nombreux morts et de la violence observée lors de ces manifestations, le parquet péruvien a ouvert une enquête contre la présidente péruvienne et certains hauts responsables à ses côtés pour « génocide, homicide qualifié et blessures graves » ce 10 janvier 2023. Cette qualification de génocide récente fera sûrement l'objet de controverses à l'échelle de la communauté internationale de par la complexité de cette notion.

*Elina QUILLET*



# AMÉRIQUES

## PRISE DU CAPITOLE 2.0 : APRÈS LES ÉTATS-UNIS, LE BRÉSIL

Deux ans et deux jours après l'irruption des manifestants pro-Trump au Capitole américain, les trois lieux de pouvoir brésilien ont été envahis par des soutiens de Jair Bolsonaro. En effet, ce dimanche 8 janvier a été marqué par une tentative échouée de coup d'État au Brésil. De nombreuses manifestations pro-Bolsonaro ont eu lieu dans les rues des trois grandes villes du pays : Sao Paulo, Rio de Janeiro et Brasilia. Contestant le résultat des élections présidentielles d'octobre 2022, qui ont vu le président sortant perdre de peu la réélection contre Lula Ignacio da Silva, des millions de supporters manifestaient leur soutien au président et à son agenda politique. Portant des t-shirts et des bannières avec des slogans tels que « *Vive Bolsonaro* », « *Soutien à Bolsonaro* » et « *Liberté pour le Brésil* », ces manifestations ont pris une ampleur aux couleurs de coup d'État.

Vers 15h30 heure locale, certains manifestants ont franchi les cordons de sécurité de la police fédérale et ont envahi l'extérieur du Congrès. Une demi-heure plus tard, le Palais présidentiel et la Cour Suprême connurent le même sort, prenant d'assaut les bureaux du personnel et saccageant mobilier et œuvres d'art. Face à ces incidents, le Congrès a dû être inondé grâce aux pompes d'urgence afin de maîtriser un début d'incendie et de déloger les intrus. Dans la soirée, la police fédérale reprit le contrôle des trois bâtiments tandis que les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre se poursuivirent dans les rues.



En fin de soirée, le président Lula a pris la parole afin de chasser le climat de panique générale ressenti dans tout le pays. En effet, il n'a pas hésité à user de mots forts pour caractériser ces « *voyous* » décrits par le chef de l'état comme « *fanatiques nazis, fanatiques staliniens et fanatiques fascistes* ». Résultat de cette journée de manifestations : plus de 2 000 personnes ont été interpellées, et 1159 d'entre elles ont été incarcérées, selon le dernier bilan des autorités.

Ces intrusions interviennent une semaine après l'investiture de Lula, et ce, en l'absence de son prédécesseur : Jair Bolsonaro ayant quitté le Brésil pour rejoindre les États-Unis, fuyant des ennuis judiciaires. Rapidement, l'ex-président a précisé ne pas être à l'initiative de ces manifestations et a déclaré que « *les invasions de bâtiments publics comme celles d'aujourd'hui sont contraires à la règle* ». Pas de condamnations fermes, mais pas non plus de revendications, c'est tout ce que l'ex-chef d'État s'autorisera à dire. Si les émeutes furent rapidement maîtrisées, des questions persistent. Ces exactions étaient-elles le résultat de l'explosion d'une frustration électorale vouée à se dissiper ou s'agissait-il d'une tentative plus profonde de la part de l'extrême droite de renverser le pouvoir en place ? Pour Lula, le doute persiste. En effet, il accuse plusieurs militaires haut gradés de l'armée d'avoir aidé les manifestants à s'introduire dans les bâtiments officiels. L'avenir de la démocratie brésilienne peut être questionné, apparaissant cette fois plus fragile que jamais.

Bertille RASCHKE



# AMÉRIQUES

## MEXIQUE : NOUVEL ÉPISODE DANS LA GUERRE CONTRE LES CARTELS

Nouveau fait d'armes pour la Garde Nationale, l'arrestation musclée du narcotrafiquant Ovidio Guzman a été largement relayée par la presse. Intervenant après une réforme de la Garde Nationale dont nous sommes fait l'écho (cf Veille Stratégique n° 21), cette arrestation fut pour le gouvernement Obrador l'occasion de montrer l'efficacité de cette militarisation, malgré les critiques et inquiétudes de certains observateurs.

Il est toutefois à déplorer la mort d'un garde national lors de l'opération, et surtout le bilan de 28 blessés. Si la Garde Nationale peut se targuer de l'arrestation de l'un des cadres du cartel de Sinaloa, les images diffusées de l'opération, avec ces scènes de tirs sur un avion, risquent de mettre à mal l'image d'efficacité que veut se donner la nouvelle force anti-cartel.



La Garde a en effet remplacé la Police Fédérale en 2019, dans une tentative de montée en puissance de l'appareil anti-cartel. 2019 fut aussi l'année où Guzman fut arrêté par cette même police fédérale, mais l'administration Obrador décida en faveur de sa libération pour éviter d'autres « *effusions de sang* ». Le pragmatisme du Président semble être remplacé par une logique d'affrontement. Avec la réforme de la Garde Nationale, l'ayant fait passer sous le contrôle du Général Sandoval, Ministre de la Défense, il semble que l'administration Obrador se soit mise sur le pied de guerre. Avec près de 15 organisations criminelles actives dans le pays, le Mexique est l'un des pays les plus touchés par la violence des groupes criminels, cette dernière ayant constamment augmenté avec les années.

Cette nouvelle politique sécuritaire semble vouloir mettre un frein à ce développement funeste. Il reste à savoir si les prochaines opérations de la Garde feront autant de dommages collatéraux, et quels seront les effets politiques et sociaux de cette militarisation.

Paul LALOUX

# AÉROSPACE

## REPRISE DE LA LIVRAISON D'AVIONS DE COMBAT RAFALE AU MINISTÈRE DES ARMÉES

Le 29 décembre 2022, la Direction générale de l'armement (DGA) a réceptionné le Rafale biplace B359 en Gironde sur le site de Dassault Aviation. C'est le premier Rafale produit par l'entreprise pour le Ministère des Armées depuis 2018. En effet, entre temps, les Rafales assemblés étaient consacrés à l'exportation vers 6 pays différents. L'avion de combat Rafale est un programme d'armement du Ministère des Armées sous la direction de la DGA, avec un développement de standards successifs. Ce programme est au profit de l'Armée de l'Air et de l'Espace et de la Marine nationale. À ce jour, 192 Rafales ont été commandés par la DGA à Dassault, Safran et Thalès, que l'on appelle le groupement d'intérêt économique Rafale. De ce fait, le B359 est le

premier avion d'un lot de 40 destinés à l'armée de l'Air et de l'Espace et à DGA Essais en vol (administration rattachée à la direction générale de l'Armement, qui est principalement chargée de garantir le bon fonctionnement des armes aéronautiques et des aéronefs avant leur utilisation à des fins militaires ou civiles) qui seront livrés d'ici 2025. Le Rafale B359 intègre des évolutions matérielles et logicielles par rapport à ceux en service. Il servira à l'implémentation du standard F4.1, la première brique du standard F4. Elle comprend des capacités de combat aérien collaboratif, l'intégration de l'armement AASM 1000kg, et un renforcement de l'appareil face aux menaces cyber, en cours d'approbation par la DGA dans le but de son déploiement dès 2023.

*Faustine DORINET*



# ARMEMENT

## LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'INDUSTRIE D'ARMEMENT SUD CORÉENNE

Continuant leur programme de réarmement, les pays baltes ont récemment annoncé une nouvelle commande d'équipements d'artillerie. Si les solutions américaines et allemandes sont préférées par la Lettonie et la Lituanie, l'Estonie a étonnamment choisi le groupe sud-coréen Hanwha Techwin. Cette commande de matériel sud-coréen n'est pas un événement isolé, en démontrant les revenus du secteur de l'armement qui se chiffrent aujourd'hui à 17 milliards de dollars, surpassant l'année précédente, déjà record, de 7.5 milliards de dollars. Il est intéressant de se pencher sur les raisons du succès de l'industrie de Défense Sud-Coréenne ainsi que sur le développement soutenu de celle-ci, favorisé par le gouvernement sud-coréen.

### L'émergence d'une industrie puissante :

L'apparition d'un secteur de la défense sud-coréen peut se dater à partir des années 1970. À ce moment-là, le pays, encore en développement, commence à se doter d'une industrie lourde. Le pays se donne pour objectif d'établir une base industrielle forte et moins dépendante du soutien américain en incitant les conglomérats sud-coréens à lancer une importante production d'armes.



Dans les années 80, grâce notamment à la rétro-ingénierie des matériels américains produits sous licence, cette politique aboutit à l'établissement d'une véritable Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD). Le gouvernement poursuivra au cours des années 90 et 2000 à inciter la recherche et le développement de solutions militaires locales.

Aujourd'hui, l'industrie militaire sud-coréenne dépend en grande partie des Chabeols ; les grands groupes tels KAI, HYUNDAI et LIG ; tandis que les PME peinent à se développer. Le gouvernement continue d'étendre son complexe militaro-industriel, réussissant l'exploit de produire localement 80 % de son matériel militaire. Les firmes de la BITD Coréenne montrent aussi une importante ouverture à l'international, avec des coopérations avec d'autres entreprises comme Thalès et la création de Samsung Thalès en 2000.

# ARMEMENT

## Une croissance exponentielle :

Depuis le début des années 2000, l'industrie de défense sud-coréenne est en croissance rapide, enregistrant des ventes records ces deux dernières années. Séoul ne cache pas son ambition de devenir la 4e puissance exportatrice d'armes au monde, détrônant ainsi même la Chine. La Corée semble en bonne voie avec un contrat colossal de 12 milliards de dollars avec la Pologne, pour fournir pas loin de 1000 chars de combat K2. Les négociations sont aussi engagées auprès de l'Égypte et des États de la péninsule arabique. Les États-Unis réfléchissent même à passer commande auprès des entreprises sud-coréennes pour plusieurs milliers de munitions pour soutenir l'armée ukrainienne.

## Quelles raisons à cette explosion des commandes ?

Il est nécessaire de rappeler que le développement accéléré de l'industrie sud-coréenne est naturellement dû aux tensions avec son voisin du nord. La nécessité d'une BITD imposante se justifie aussi par l'armée sud-coréenne. Celle-ci encore sur la conscription de ses troupes est une armée de masse de près de 3 millions d'hommes (active et de réserves comprises). La conscription influence en outre la façon de concevoir les armements, qui doivent pouvoir être assimilés en quelques mois, voire semaines d'entraînement (« *la simplicité est la sophistication suprême* »).

Il faut remarquer que le succès de l'industrie sud-coréenne ne veut pas dire qu'elle s'accapare la clientèle des autres groupes déjà en place. Au contraire, les Groupes de Défenses américains et européens ont déjà leurs carnets de remplis pour plusieurs années à venir.

Le succès des chaebols réside dans leur usage de la « juste technologie ». Ce concept, en rupture à la pensée actuelle de conception d'armement en Occident, tend à développer des solutions très élaborées, souvent complexes et nécessairement très coûteuses. L'approche sud-coréenne présente un intérêt non négligeable, car elle permet une réduction des coûts et des temps de fabrication au prix d'une faible perte de performance. Les États se montrent jusque-là réceptifs à cette conception, car, dans l'éventualité d'un retour à la haute intensité, la simplicité d'un matériel facilitera le développement de la masse.

La Corée du Sud est ainsi sur le point de devenir une véritable puissance dans le domaine de l'armement et des technologies militaires. Cette montée en puissance s'explique en partie par la nécessité de cette nation d'équiper une armée de masse. Il semble plausible que la Corée du Sud atteigne son objectif de 4e exportatrice de systèmes militaires au monde à la vue de la demande qui ne cesse de croître et à laquelle les entreprises européennes peinent à répondre. Si le phénomène profite aux entreprises sud-coréennes, il faut aussi voir ce développement comme un signal d'alerte pour les groupes occidentaux qui peinent aujourd'hui à fournir l'équipement désiré, non seulement pour leurs clients étrangers, mais aussi pour leurs propres pays.

*Kerian HUERTAS*



# SOURCES

## • EUROPE

### ○ Evolution du conflit ukrainien

- Ouest-France : Guerre en Ukraine. Les livraisons d'armes ne feront que «prolonger les souffrances», selon la Russie - 09/01/2023
- Toute l'Europe : Guerre en Ukraine : les livraisons d'armes des pays européens et des Etats-Unis à Kiev s'intensifient - Lucas Da Silva - 29/04/2023
- TF1 info : Nouvelles livraisons d'armes à l'Ukraine : les Occidentaux passent-ils à l'offensive ? - 07/01/2022

### ○ Les analystes militaires seront assistés par l'intelligence artificielle grâce à Thales et NukkAI

- Le Monde Informatique : L'IA de Nukkai épaulé le war game de l'OTAN avec Thales - Dominique Filippone - 13/01/2023
- Thalès : Thalès signe un contrat avec la start-up Nukkai pour développer une solution d'intelligence artificielle de fusion de données à usage militaire - 12/01/2023
- BFM Bourse : Thales, contrat autour de l'IA avec la start-up Nukkai - 12/01/2023

### ○ La France envoie des blindés de combat en Ukraine

- Opex 360 : Les chars légers AMX-10RC promis à l'Ukraine par la France seront livrés « dans les deux mois » - Laurent Lagneau - 13 janvier 2023
- France Info : Guerre en Ukraine : trois questions sur le char AMX-10 RC et les autres blindés légers que la France, les Etats-Unis et l'Allemagne vont livrer à Kiev - 06/01/2023
- Youtube / Meumeu : « AMX-10RC ! Le Baroudeur Français bientôt en Ukraine ! »

## • MOYEN-ORIENT

### ○ En Iran, les exécutions gouvernementales s'intensifient

- EuroNews : Iran : deux nouvelles exécutions en lien avec les manifestations - 07/01/2023
- LeMonde : En Iran, un second manifestant a été exécuté en public - 12/12/2022
- FranceBleu : Iran : l'exécution d'un Irano-Britannique provoque l'indignation - 14/01/2023

### ○ Les sanctions d'Israël : une nouvelle guerre contre le peuple palestinien

- LeFigaro : Israël : des milliers de manifestants contre le gouvernement à Tel-Aviv - 14/01/2023
- LeMonde : Israël sanctionne l'Autorité palestinienne après un vote à l'ONU sur l'occupation - 10/01/2023
- OuestFrance : Israël interdit les drapeaux palestiniens dans les lieux publics - 09/01/2023

### ○ L'Iran s'indigne des caricatures de Charlie Hebdo à l'encontre du guide suprême Ali Khamenei et juge la France complice d'un « acte insultant et indécent »

- OuestFrance : Caricatures de Charlie Hebdo : des Iraniens protestent près de l'ambassade de France à Téhéran - 11/01/2023
- ReportersSansFrontières : Charlie Hebdo : l'Iran tente d'inventer "la répression par transivité" - 05/01/2023
- Libération : L'Iran ferme un institut français après la publication de caricatures par Charlie Hebdo - 05/01/2023
- CourrierInternational : Levée de boucliers en Iran contre les caricatures de "Charlie Hebdo" - 05/01/2023

# SOURCES

- **AFRIQUE**

- **Scandale au sein de la SAMIM**

- Mozambique. La vidéo montrant des soldats en train de brûler des cadavres illustre les atrocités commises dans le cadre de la guerre oubliée au Cabo Delgado, 11 janvier 2023, Amnesty International
- Mozambique: la force régionale ouvre une enquête interne après une vidéo choc, 12 janvier 2023, RFI
- Gruesome Mozambique video investigated, 10th Jan 2023, DefenseWeb

- **Reprise de la ville de Falagountou aux terroristes au Burkina Faso**

- APA news : Burkina : La ville de Falagountou reprise aux jihadistes
- Agence d'information du Burkina : Séno : Falagountou reconquise par les Forces combattantes du Burkina

- **Hausse des exportations turques en Afrique**

- Niveau record des exportations turques vers l'Afrique en 2022: Egypte, Maroc et Libye, les principaux clients / Tayyip Erdogan entreprend un nouveau périple pour ancrer davantage la Turquie en Afrique, le 360 Afrique
- L'irrésistible offensive du président turc Erdogan en Afrique, Mondafrigue
- Hausse de 42,4% des exportations turques vers 18 pays lointains en 2021, en glissement annuel, AA

- **ASIE**

- **La Corée du Sud annonce vouloir se doter de l'arme nucléaire face aux actions bellicistes du gouvernement de Kim Jun Un**

- La Corée du Sud parle à nouveau de se doter de l'arme nucléaire, 13 janvier 2023, par Laurent Lagneau, Zone Militaire Opex360
- Toward a nuclear-armed South-Korea, January 14, 2023, by Gabriel Honrada, Asia Times
- Will security concerns over China, North Korea push Japan, South Korea to resolve wartime labour dispute?, January, 17th 2023, by Julian Ryall, South China Morning Post

- **Les britanniques s'engage dans la guerre du pacifique !!**

- France24, En pleine tension avec la Chine, le Japon signe un pacte militaire avec le Royaume-Uni
- LeDevoir, Face à la Chine, Tokyo signe un accord militaire avec Londres

- **L'Inde et le Japon organise des manœuvre militaires communes.**

- RFI, Le Japon et l'Inde organisent des manœuvres militaires aériennes conjointes et inédites
- Les échos, Face à la Chine, Japon et Inde en manoeuvres aériennes
- La croix, Face à la menace chinoise, l'Inde et le Japon lancent leurs premières manœuvres aériennes

# SOURCES

## • AMÉRIQUES

### ○ **Manifestations de grandes ampleur au Pérou**

- "Au Pérou, Lima gagnée par les manifestations pour demander la démission de Boluarte", *Le Telegramme*. (2023, 13 janvier)
- "Manifestations réprimées au Pérou : Dina Boluarte visée par une enquête pour génocide", *France 24*. (2023, 11 janvier)
- Chaparro, A. "Au Pérou, reprise des manifestations sur fond de « dérive autoritaire » du régime de Dina Boluarte", *Le Monde* (2023, 9 janvier)
- "Pérou : Lima à son tour gagné par les manifestations pour demander la démission de Boluarte", *Le Point*. (2023, 13 janvier)

### ○ **Prise du capitole 2.0 : Après les États-Unis, le Brésil**

- « Des lieux de pouvoir au Brésil ont été envahis », *Brut Media*. (9 janvier 2023)
- C. Politi. « Brésil : Ce que l'on sait de l'invasion du Congrès, du palais présidentiel et de la Cour suprême par des pro-Bolsonaro », *20 Minutes*. (8 janvier 2023)
- « Assaut contre des lieux de pouvoir au Brésil : le palais présidentiel a été ouvert aux émeutiers de l'intérieur, accuse Lula », *France TV info*. (12 janvier 2023)

### ○ **Mexique : nouvel épisode dans la guerre contre les cartels**

- AFP. « El Raton, le fils du narcotrafiquant El Chapo a été arrêté au Mexique », *Le Point*. 06/01/2023
- F. Gutierrez, M. McCluskey, T. John and E. Plaza. "Mexican authorities arrest son of notorious drug lord El Chapo", *CNN*. 06/01/2023

## • AÉROSPACE

### ○ **Reprise de la livraison d'avions de combats Rafale au ministère des Armées**

- "DGA Essais en vol", le portail de l'armement - Ministère des Armées
- "Le standard « F4 » du Rafale est lancé", Dassault Aviation
- "Reprise de la livraison d'avions de combat Rafale au ministère des Armées", Direction générale de l'armement - Ministère des Armées

## • ARMEMENT

### ○ **La montée en puissance de l'industrie d'armement sud-coréenne**

- Industrie de défense sud-coréenne : croissance et dépendance | Cairn.info, Rémy Hémez
- S. Korea, UAE agree to forge strategic defense industry cooperation (koreaherald.com), Ji Dagyum, 16 janvier 2023



**SUIVEZ DEF'INSEEC SUR**

